



CTL du 6 juillet 2018

Les raisons du boycott



A l'ordre du jour de ce Comité Technique Local, sont représentés en 2^{de} convocation la réorganisation de l'accueil et la modification des horaires d'ouverture au public de Bayonne Vauban suite au 1^{er} vote unanimement défavorable des représentants syndicaux lors du CTL du 28 juin 2018.

Pour ces deux points, le seul document transmis par la direction locale est un tableau « soit-disant » récapitulatif d'une consultation des agents du site sur les horaires d'ouverture.

Ne sont pas joints les questionnaires remplis et signés par les agents qui, eux, font apparaître des commentaires pourtant très instructifs sur les souhaits des agents, attachés au maintien d'un service public de qualité et d'une ouverture journalière.

De même, s'agissant des conditions d'installation des agents dans les box E, F et G, l'inspecteur santé et sécurité au travail devait se déplacer sur le site et remettre un rapport à la Direction : malgré notre demande, le CTL se tient encore avant qu'il n'ait rendu ses conclusions.

Ainsi, malgré les votes CONTRE antérieurs, malgré les observations formulées depuis des mois par les organisations syndicales, rien de plus n'est transmis.

Cette manière de faire, qui devient une habitude, est symptomatique de la dégradation actuelle du dialogue social, qui peut être ressenti comme du mépris vis-à-vis des agents et de leurs représentants.

La qualité du service public, la motivation des agents, les besoins des usagers ne sont pas la préoccupation de la direction.

Il faut avancer à marche forcée pour des raisons budgétaires et/ou népotiques.

A croire que les directeurs ne sont pas notés sur leur sens du service public, mais sur d'autres valeurs portées par des élites liées aux milieux financiers.

En effet, peut-on réellement nous affirmer que les restructurations multiples, les suppressions d'emplois, les régionalisations de services, les réductions des accueils physiques... vont dans le sens d'un service public de qualité, dans le sens d'une réponse aux besoins de la population et des élus, dans le sens de l'épanouissement des agents dans l'exercice de leur travail ?

Peut-on réellement nous soutenir que les décisions ne sont pas déjà prises avant les réunions ?

Le Comité Technique Local devrait être le cœur du dialogue social. Or, comment discuter de projets alors que les décisions sont prises à l'aune de CAP 2022 ?

NOUS VOULONS UN VRAI TRAVAIL EN AMONT DES PROJETS PROPOSÉS.

NOUS VOULONS PLUS QU'UN DIALOGUE SOCIAL DE FAÇADE.

Les élus du personnel CGT ne seront jamais les faire-valoir d'une chambre d'enregistrement qui valide des décisions autoritaires prises ailleurs.